

**Solidaires**



**Branche INRA**

**Conseil d'Administration INRA**

**Séance du 10 MARS 2017**

**Notes de l' élu SUD**

*Exceptionnellement, ces notes se concentrent essentiellement sur les interventions de notre élu.*

### **Rappel de l'ordre du jour et point sur les informations d'actualité**

Après la traditionnelle approbation du PV du CA précédent,

- ▶ Nomination d'un Directeur général délégué en application de l'article R831-8 du Code rural et de la pêche maritime (délibération)
- ▶ Avis sur la liste des centres de l'INRA en application de l'article R831-13 du Code rural et de la pêche maritime (délibération)
- ▶ Bilan d'exécution 2016 du contrat d'objectifs 2012-2016 et présentation du projet de contrat d'objectifs 2017-2021
- ▶ Rapport d'activité 2016
- ▶ Rapport de gestion de l'ordonnateur et arrêté du compte financier 2016 (délibération)
- ▶ Budget rectificatif N°1 (délibération)
- ▶ Information sur les perspectives en matières de stratégies de recherche internationale de l'INRA.

Dans le point introductif sur les sujets d'actualité, **le PDG reconnaît que le CIR (crédit impôt-recherche) n'a sans doute pas répondu aux attentes, notamment en terme d'investissement du privé dans la recherche publique.**

L'occasion pour l'élu SUD de rappeler que si rééquilibrage se fait (entre financement recherche publique, recherche privée), il faut que celui-ci n'aille pas pour la part publique qu'à l'ANR mais qu'il y ait une augmentation de la dotation de base des Instituts... Et surprise, le représentant du MESR confirme, après son intervention, qu'il y a un problème avec la dotation de base qui pousse les chercheurs à demander un financement à l'ANR avec des taux de succès toujours en baisse. C'est la première fois que le Ministère reconnaît qu'il y a un problème avec la dotation de base des chercheurs !

### **Nomination de Madame Christine Cherbut au poste de DG-DS (Direction Scientifique)**

Déclaration de SUD :

*« Je voudrais tout d'abord dire au nom de notre syndicat SUD que nous sommes satisfaits de constater qu'une femme a été nommée à la direction scientifique de notre Institut car en ce lendemain de la Journée des droits des Femmes, il faut bien constater que si l'INRA compte plus de femmes que d'hommes en son sein comme cela nous est d'ailleurs rappelé dans le rapport d'activités, celles-ci sont très peu représentées dans les instances directoriales de notre organisme. Sa nomination ne changera rien au fait qu'elle était la seule représentante féminine au sein de cette direction et nous espérons donc que les prochains renouvellements permettront de rééquilibrer le sex-ratio au sein du collègue de direction mais aussi à d'autres niveaux, tel que celui des directeurs de Centre ou de chef de Département. Je profite également de cette occasion pour rappeler que cette discrimination entre hommes et femmes à l'INRA touche aussi les salaires puisque les femmes sont moins représentées dans les corps et*

*les grades supérieurs et qu'elles ne reçoivent que très rarement, en comparaison des hommes, la prime d'excellence scientifique comme cela a été récemment dénoncé pour tous les EPST.*

*Ceci étant dit, si nous réjouissons donc du projet de nomination d'une femme comme DGDAS, nous voulons rappeler que comme lors de sa nomination comme Directrice du secteur Alimentation et Bioéconomie, les relations très étroites que Madame Cherbut a entretenues et continue d'entretenir avec les industries agroalimentaires, à travers par exemple son implication dans le FFAS (Fonds Français pour l'Alimentation et la Santé) sont une source d'inquiétude pour nous et appellent à toute notre vigilance. Sans vouloir stigmatiser notre nouvelle DGS, nous proposons pour amener plus de clarté sur ces questions fondamentales, notamment en regard du rôle de l'INRA dans l'expertise, que :*

- *tous les membres de la Direction de l'INRA fassent une Déclaration Publique d'Intérêt, comme cela se pratique par exemple à l'ANSES, ce qui permettra à chacun de connaître qu'elles sont leurs liens actifs avec le secteur privés et de prévenir d'éventuels conflits d'intérêt,*
- *soit engagée une réflexion plus large sur les conditions éthiques et déontologiques des partenariats avec le privé qui est une question montante dans l'institut*

*Enfin, nous espérons que la prochaine Direction générale sera plus respectueuse de la neutralité de sa fonction dans l'usage des réseaux sociaux pour éviter de voir se reproduire ce qui se passe avec les tweets d'Olivier le Gall, qui retwitte du Gil Rivière Wekstein etc, sur un compte soi-disant perso mais où il se présente comme DG INRA.*

*L'élu SUD ne participe pas au vote sur cette nomination, car nous avons pour principe de ne pas intervenir sur les choix de la DG dans la désignation de ses responsables. »*

La CFDT rebondit sur la question des conflits d'intérêt et soutient notre proposition qu'une DPI soit faite en début de mission puis régulièrement pour tous ceux qui ont des responsabilités. La CGT souscrit à ces propos ainsi que le représentant du CESR/Confédération Paysanne.

Le PDG précise qu'il a rédigé lui-même une DPI et que cela se fait déjà, mais qu'elles ne sont diffusées (mais déposées au Délégué à la Déontologie), et qu'il est d'accord pour vérifier si ces déclarations peuvent être rendues publiques.

***Les représentants du personnel ne prennent pas part aux votes, le reste du CA vote pour.***

## **Adaptation du nom des centres**

Il s'agit d'officialiser les nouvelles dénominations des centres INRA en fonction du périmètre et des intitulés des nouvelles régions.

Notre élu a interrogé la direction sur les implications en terme de fonctionnement, notamment pour les CHSCT : il n'y a pas d'impact sur le dispositif actuel. Le PDG répond sur le devenir de certains petits Centres (Haut-de-France et Corse) qui ne seront pas supprimés...

Notre élu a aussi demandé comment s'appellerait le futur Centre de Saclay ;-)... ce qui a fait rire le CA !

***CGT et SUD se sont abstenus, le reste du CA vote pour***

## **Questions sur le CONTRAT D'OBJECTIFS 2012-16 et son exécution en 2016**

Déclaration SUD :

*« La lecture du compte-rendu d'exécution de l'année 2016 du contrat d'objectif 2012-2016 montre que si une inflexion du discours et dans une moindre mesure des actions a été impulsée au cours des dernières années avec une prise en compte croissante de la demande*

*sociale et de l'urgence environnementale, on reste quand même encore à la lecture de ce document sur le sentiment que la vision de l'agriculture par notre Institut est encore basée sur un modèle économique industriel ainsi que l'illustre par exemple le fait que le mot agriculteur n'est cité que deux fois dans le doc, et encore dans le même paragraphe, quand dans le même temps, le mot entreprise est pour sa part cité des dizaines de fois. Cela semble conforter l'analyse que nous faisons depuis quelques années sur le choix qui a été fait de privilégier les filières à la partie production ce qui nous semble largement contradictoire avec les fondements d'une démarche agroécologique.*

*Si on prend un exemple pour illustrer ces propos, nous avons lu p.5 : « **De nombreuses activités ont été conduites pour contribuer au déploiement et au succès du plan Ecophyto** ... »*

*A lire ce commentaire sur Ecophyto II, on pourrait croire que selon l'INRA, le plan Ecophyto a été une affaire qui roule alors que ce plan est un échec assez retentissant pour des raisons diverses comme ont pu le montrer nos collègues Guichard L, Dedieu F, Jeuffroy M-H, Meynard J-M, Reau R, Savini I. dans un article intitulé « Le plan Ecophyto de réduction d'usage des pesticides en France : décryptage d'un échec et raisons d'espérer » et publié dans les Cahiers Agricultures 26: 14002. Dans cet article très intéressant, on peut lire par exemple qu'une part importante de cette échec est due au fait qu'il existe une logique d'utilisation des pesticides qui reposent sur tout un ensemble de pratiques et une organisation du système qui va de la production agricole jusqu'aux filières, et que cette dimension globale n'a pas été correctement prise en compte. Cette question qui se pose pour les pesticides est la même que celle qui est posée plus globalement pour le défi du développement de l'agroécologie ce qui veut dire que si nous ne voulons pas connaître le même type d'échec, il faut tenir compte d'expériences comme celle de ce plan Ecophyto.*

**Un autre exemple concerne les Laboratoires d'Innovation Territoriale (LIT) ou Living Lab**  
**En p.29 on nous présente l'exemple de « L'élevage durable dans le Grand Ouest qui associe bcp d'acteurs dont certains peu recommandables.** Ainsi, si un partenariat se conçoit avec Terrena coopérative promouvant une forme d'agroécologie, comment peut-on en revanche justifier l'alliance avec Triskalia condamnée par le tribunal de Saint Briec pour faute inexcusable suite à l'empoisonnement de quatre de ses salariés par des pesticides interdits ? Où est l'éthique revendiquée par l'INRA ?

*Plus loin dans le document, nous avons en revanche noté avec satisfaction qu'était citée l'étude ITAB réalisée avec l'appui de l'INRA sur les Externalités de l'Agriculture Biologique, dont il faut rappeler que cette commande faisait suite à la controverse sur le lamentable rapport CAS de l'INRA sur l'AB de 2013. Nous profitons de l'occasion pour dire que nous avons apprécié un tweet de notre PDG lors du salon de l'Agriculture qui a repris des propos que nous tenons depuis longtemps, à savoir que « l'AB est un prototype de l'agroécologie ».*

### **L'élu SUD a de nouveau questionné la DG sur le Courrier de l'Environnement**

*p.23 on lit « L'ouverture à la société civile s'est également traduite par la présence d'acteurs de ces milieux au sein du Comité stratégique de la Mission Agrobiosciences – rattachée à l'Inra en juillet 2016 – ainsi qu'au Comité éditorial de la revue succédant au Courrier de l'Environnement. » :*

*Le dernier numéro du Courrier est daté d'avril 2016. Quand reparaitra cette revue très attendue sur les questions de sciences et société et au lectorat estimé à 75 000 personnes ?*

*Il me semble que la réponse était que les prochaines parutions devraient prochainement recommencer uniquement sous forme électronique.*

**Enfin, sur le dernier paragraphe un peu fourre-tout du document quelques commentaires de l'élu SUD :**

« Sur la question des contractuels, il est très bien que l'INRA amplifie l'accompagnement de ces personnels mais il serait encore beaucoup mieux qu'elle les intègre en son sein en tant que personnels permanents. Il existe un immense gâchis actuellement dans tous les organismes de recherche qui forme des personnels techniques, administratifs et scientifiques de haut niveau puis qui n'est pas en capacité de les garder. Il serait intéressant de chiffrer ce que coûte à l'Etat Français tout cet investissement dilapidé !!!

Sur la question de l'accompagnement dans le management, là-encore, il serait nécessaire de souligner qu'une part importante des difficultés de gestion des Unités est lié au choix de faire des Unités toujours plus grosses sans que les services d'appui ne soient à la hauteur faute de moyens donnés, et du contexte budgétaire très tendu qui est une source de conflits importante dans les Unités, et avec des personnels mis sous pression constante à travers la multiplicité des évaluations auxquels ils sont soumis.

La GPEC est ensuite une bonne illustration de la misère grandissante dans notre Institut où faute de perspectives de renouvellement des personnels, il est clairement dit qu'il faudra répondre aux enjeux scientifiques de demain en explorant prioritairement toutes les solutions de développement de compétences internes.

Dans le paragraphe sur la gestion de la diversité de la communauté de travail on peut s'interroger sur le sens de la phrase « Identification d'indicateurs permettant d'illustrer l'équité de carrière en termes de genre à l'Inra » qui fait écho au début de mon intervention !!!!

Enfin que dire de la **Gestion des temps de respiration !!!** Malgré nos remarques répétées au CT, dans sa présentation, la DRH continue de faire référence à un « temps de respiration » s'agissant du télétravail, suggérant qu'il serait normal d'être sous pression au boulot. Nous demandons le retrait de ce vocable, tous les agents de l'INRA doivent pouvoir respirer correctement, avoir de bonnes conditions de travail, quel que soit leur lieu d'exercice !!

**Pour terminer, il faut souligner que les indicateurs utilisés pour ce contrat d'objectif et présentés dans un tableau annexe sont toujours aussi pauvres et toujours très loin de refléter l'ensemble des missions des agents de l'INRA.** Par exemple, il n'y a toujours aucun indicateur sur l'appui fourni par l'INRA à la profession agricole, à des associations telles que celles s'occupant de la protection de l'environnement ou même plus globalement au débats publics auxquels l'INRA apporte sa contribution. De même, dans ce tableau, aucun indicateur permettant de mesurer le bien être des personnels... »

## Rapport d'activités INRA 2016

### Intervention SUD :

« Sur la forme, une impression très désagréable avec tous ces # et cette façon finalement assez confuse de présenter les activités très riches de notre Institut mais peut être lié au fait que nous avons une version non mise en page.

Par ailleurs, une impression générale que l'on cherche à citer toutes les bonnes relations que l'on peut avoir avec le secteur privé, y compris les prix distribués par ces derniers à nos chercheurs, à tel point que la lecture du rapport en devient rapidement indigeste... Nous regrettons en particulier que l'on mette en avant des accords avec des entreprises qui sont loin de correspondre à ce qui pourrait être espéré dans le cadre du recentrage de nos recherches sur l'agrocécologie à l'exemple de Avril où l'on peut lire que « Les deux partenaires ont signé un accord-cadre portant sur l'alimentation humaine, l'alimentation animale et la chimie verte du carbone renouvelable dans un objectif partagé d'inscription des systèmes agricoles et alimentaires dans un développement durable et économiquement viable. » L'usine nouvelle, journal d'extrême gauche bien connu, avait titré en 2008 « les parrains à la manœuvre » à

*propos de Sofiproteol et Unigrain pour souligner leur rôle dans l'agrobusiness et nous disposons de très nombreux exemples que Avril est encore très loin de s'inscrire dans une démarche agroécologique dans ses activités, autrement que par leur discours. Autre exemple, le rapport cite dans la partie alimentation, focus 2, le projet Agralid, qui associe de nombreux partenaires privés, sans parler du rapport de Solagro qui a impliqué la participation de chercheurs de l'INRA (scénario Aferre2050) et qui va beaucoup plus loin que dans les solutions proposées.*

*Nous regrettons également la présentation beaucoup trop morcelée des résultats qui ne s'inscrit pas selon nous le changement auquel on pourrait s'attendre en regard du virage pris par notre Institut vers l'agroécologie. Par exemple, pourquoi mettre en avant les biocontrôles presque comme une solution de remplacement des pesticides sans que cela soit replacé dans une vision beaucoup plus agroécologique car nous savons tous, que sans cette vision plus globale, les biocontrôles montreront vite leurs limites et qu'ils ne peuvent à eux-seuls répondre aux défis posés. Nous aimerions donc voir des présentations de résultats beaucoup plus intégrés qui montreraient comment l'Institut prend le nécessaire virage de la mise en place de recherches véritablement systémiques et donc par nature transdisciplinaires pour répondre aux défis posés par l'agroécologie. Cela demanderait probablement de réfléchir en profondeur à l'organisation de notre dispositif de recherche et de lever une frilosité qui est encore très présente dans notre Institut. »*

**CGT et CFDT ont précisé qu'ils ne voteraient pas un doc non fini, position à laquelle nous nous sommes associées. Vote reporté\***

**\*Ajout post CA : en avril/mai, le PDG a proposé aux membres du CA d'amender ce rapport d'activité dans le prolongement des interventions en séance. Notre élu a proposé les ajustements suivants qui ont été pris en compte.**

- d'une part SUD pense que l'organisation actuelle du rapport selon les hashtags du document d'orientation avec sélection de quelques publications ou projets ou événements par point n'est pas très parlante et qu'il faudrait une organisation différente du document,
- d'autre part, SUD souhaite l'ajout d'un point sur Aferres dont il propose la formulation suivante (p. 33 dans OpenInra4 : La science ouverte aux acteurs non-marchands)

**« Appuyer la recherche associative sur les systèmes alimentaires durables en France : des chercheurs de l'INRA participent au Conseil Scientifique de Solagro**

L'association Solagro, dont le conseil scientifique comporte plusieurs membres de l'INRA, a publié une nouvelle version d'Aferres 2050, scénario holiste d'utilisation soutenable des terres agricoles qui modélise de façon novatrice les besoins alimentaires et les pratiques agricoles, dessine un autre paysage agricole français pour 2050 et explicite les changements nécessaires pour y parvenir. »